

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 13 septembre 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

42 2015.RRGR.1190 Motion 312-2015 Müller (Bowil, UDC)

Introduire la possibilité pour les communes de changer d'arrondissement administratif

N° de l'intervention: 312-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.12.2015
Déposée par: Müller (Bowil, UDC) (porte-parole)
Urgence: refusée le 21.01.2016
N° d'ACE: 688/2016 du 8 juin 2016
Direction: JCE

Introduire la possibilité pour les communes de changer d'arrondissement administratif

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales, dans la forme de la loi ou de l'ordonnance, permettant aux communes de changer d'arrondissement administratif.

Développement :

Depuis la réforme administrative entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010, la situation de diverses communes du canton a radicalement changé. Les fusions et autres formes de collaboration plus étroites compliquent le quotidien et multiplient les formalités.

Une commune peut dès lors avoir avantage à changer d'arrondissement administratif pour pouvoir collaborer avec une commune voisine de l'arrondissement en question.

L'article 53 de la Constitution fédérale donne aux communes la possibilité de changer de canton mais, lors de la réforme administrative, on a raté l'occasion de prévoir la possibilité pour elles de changer d'arrondissement administratif. On devrait rectifier le tir en édictant les bases légales nécessaires.

Réponse du Conseil-exécutif

L'affectation des communes à un arrondissement administratif a été introduite au 1^{er} janvier 2010 dans le cadre de la réforme de l'administration cantonale décentralisée et touche l'organisation de cette dernière. Elle implique principalement le placement des communes sous la surveillance de préfectures ainsi que la désignation, pour chacune des communes, notamment d'un office des poursuites et des faillites, d'un office du registre foncier, d'une autorité judiciaire, d'un office de l'état civil ou d'une autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) compétents. Les communes n'ont été affectées à un arrondissement administratif qu'après avoir été consultées à plusieurs reprises. Toutes les instances de décision ont en outre mené de longues discussions politiques sur le sujet. Pour des considérations politiques, le souhait d'une commune de changer d'arrondissement administratif ne peut donc être respecté qu'en cas de nécessité absolue. A l'heure actuelle, peu de communes pourraient ne pas être satisfaites de leur affectation à un arrondissement administratif ou à une conférence régionale.

L'annexe 2 de la loi d'organisation (LOCA)¹ constitue la base légale régissant l'appartenance des communes aux régions administratives et aux arrondissements administratifs. Si une commune venait à changer d'arrondissement administratif, l'organisation territoriale du canton de Berne devrait être revue. De fait, l'annexe 2 de la LOCA devrait elle aussi être modifiée. Cela impliquerait une modification de la loi, déjà possible aujourd'hui contrairement à ce qu'avance l'auteur de la motion. Les révisions législatives relèvent toutefois obligatoirement de la compétence du Grand Conseil. Par ailleurs, un changement d'arrondissement administratif entraînerait, pour la commune concernée, des changements substantiels en ce qui concerne ses

¹ Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA ; RSB 152.01)

interlocuteurs. Une autre préfecture et une autre APEA seraient certainement désignées ainsi que, le cas échéant, un autre office des poursuites et des faillites, un autre office du registre foncier et une autre autorité judiciaire. La commune pourrait également changer de conférence régionale ou ne plus faire partie d'aucune conférence.

Les périmètres des conférences régionales ont certes été alignés sur le tracé des limites des régions administratives et des arrondissements administratifs, mais l'appartenance des communes à une conférence régionale n'a pas de lien direct avec l'organisation concrète et la structure de l'administration décentralisée dans les arrondissements administratifs. Les conférences régionales ne sont en outre pas définies dans la LOCA, mais dans l'ordonnance sur les conférences régionales (OCR)², édictée par le Conseil-exécutif. Un changement d'arrondissement administratif peut donc s'accompagner d'un changement de conférence régionale, mais pas obligatoirement. Si, par exemple, la commune de Linden rejoignait l'arrondissement administratif de Thoune, elle ne serait plus rattachée à aucune conférence régionale au vu de la situation actuelle car la création d'une telle conférence pour le périmètre de Thoune-Oberland occidental a été rejetée. La commune de Linden ne ferait donc plus partie que d'une région d'aménagement, ce qui constituerait une régression du point de vue de la collaboration régionale.

L'enquête sur la SACR n'a pas de lien direct avec la définition des arrondissements administratifs et le changement d'arrondissement. Comme expliqué au troisième paragraphe, le changement d'arrondissement n'est pas forcément accompagné d'un changement de conférence régionale. Les conférences régionales sont définies dans l'OCR et les arrondissements administratifs dans la LOCA. Il n'existe donc pas de réglementation unique. Un changement d'arrondissement et la révision de la LOCA qui en découlerait n'entraîneraient pas automatiquement une modification de l'OCR. L'enquête sur la SACR porte donc uniquement sur les structures définies dans l'OCR et non sur les subdivisions fixées dans la LOCA.

Les changements d'arrondissement administratif et la révision associée de la LOCA relèvent de la compétence du Grand Conseil. Cela signifie que, pour chaque réaffectation d'une commune à un arrondissement administratif, il faudrait procéder à une révision complète de la loi. Il n'est pas possible de simplifier cette procédure à titre exceptionnel, les prescriptions légales devant être respectées (procédure de corapport, procédure de consultation, arrêté du Conseil-exécutif, délibérations et vote du Grand Conseil).

Si l'on voulait simplifier la procédure pour les changements d'arrondissement administratif, il faudrait inclure une norme de délégation dans la LOCA et donner au Conseil-exécutif la compétence d'affecter les communes à ces arrondissements. L'organisation territoriale du canton ne serait également plus réglée que par voie d'ordonnance car le Conseil-exécutif ne peut légiférer qu'à ce niveau. Le Conseil-exécutif estime cependant qu'il ne serait pas judicieux de soustraire à l'organe législatif (Grand Conseil) la compétence relative à l'organisation territoriale et, partant, à une question politique de fond pour la confier au pouvoir exécutif. La séparation des pouvoirs ne doit pas être amoindrie à cause de la question du changement d'arrondissement administratif. Par conséquent, les changements d'arrondissement doivent impérativement être opérés au moyen d'une révision de la loi, plus précisément d'une révision de la LOCA.

La motion est notamment motivée par le fait que, selon son auteur, la réforme de l'administration décentralisée a compliqué les fusions et autres formes de collaboration plus étroites avec les communes voisines et multiplié les formalités. Cet argument ne peut pas être retenu car le canton de Berne était auparavant organisé à plus petite échelle avec ses districts. Il comptait beaucoup plus de limites territoriales, qui entravaient la collaboration.

Il n'est pas nécessaire d'autoriser les changements d'arrondissement administratif pour faciliter la collaboration entre des communes voisines faisant partie de différents arrondissements, voire de différentes régions administratives. Aujourd'hui déjà, des communes coopèrent par-delà les frontières des arrondissements et des régions, par exemple dans les domaines du service du feu ou de la formation, comme le prévoient les articles 5 ss LC³.

² Ordonnance sur les conférences régionales (OCR ; RSB 170.211) ; cf. annexe 1

³ Loi sur les communes (LCo ; RSB 170.11)

A l'heure actuelle, nous savons que deux des 352 communes bernoises souhaitent peut-être changer d'arrondissement administratif. Ce petit nombre ne justifie pas de déroger au processus politique ordinaire prévu pour les révisions législatives. Les communes intéressées ont donc la possibilité de demander au Conseil-exécutif d'ouvrir la procédure nécessaire à la modification de l'annexe de la LOCA.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir sind nun bei einer Motion von Grossrat Müller SVP, Gesetzliche Grundlagen für einen Verwaltungskreiswechsel. Der Regierungsrat lehnt dieses Geschäft ab. Wir führen eine freie Debatte, das Wort hat Herr Grossrat Müller.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Was will ich mit diesem Vorstoss? Ich will ganz sicher nicht zurück auf Feld 1 und die Verwaltungsreform rückgängig machen. Mir geht es hier darum, eine Lücke im Gesetz und in der Verordnung zu schliessen, die bei der Reform verpasst wurde. Es soll nämlich die Möglichkeit bestehen, aus bestimmten Gründen einen Verwaltungskreiswechsel vornehmen zu können, denn nach gut sechseinhalb Jahren seit der Einführung kann sich in verschiedenen Gemeinden die Situation massiv verändert haben.

Nun möchte ich auf die Antwort des Regierungsrats eingehen. Im Kanton Bern sind Regionalkonferenz und Verwaltungskreis dasselbe. Es gibt keine unterschiedlichen Gebilde. Deshalb muss man in Anhang 2 des Organisationsgesetzes und in der Verordnung über Regionalkonferenzen etwas ändern. Die vorgeschlagene Vereinfachung des Verfahrens mit der Einführung einer Delegationsnorm im Organisationsgesetz würde ich auch begrüssen. Eine Vereinfachung ist immer gut.

Am Beispiel von Linden, das in die Planungsregion Thun wechseln möchte, wurde gesagt, das sei ein Rückschritt. Ich sehe dort keinen Rückschritt, denn die Aufgaben der Gemeinden, die mit der Verwaltungsreform gefordert sind, müssen einfach erfüllt werden. Weiter muss ich darauf hinweisen, dass auch der Oberaargau abgelehnt wurde. Das wird nämlich nicht gemacht. Dort gibt es einen Verein Region Oberaargau. Also haben wir im Kanton Bern bereits drei Systeme, und ich glaube nicht, dass dies damals in der Verwaltungsreform die Meinung war.

Noch etwas zu SARZ: Die Firma Ecoplan hat die SARZ-Umfrage unter Mithilfe anderer Firmen durchgeführt. Diese SARZ-Umfrage ergab bei mir ein riesiges Fragezeichen. Aus meiner Sicht fehlt eine gewisse Seriosität für das Thema. Wenn eine solche Umfrage einfach nur per Telefon durchgeführt wird und nur ausgewählte Gemeinden, Organisationen und Institutionen daran teilnehmen dürfen, setze ich ein riesiges Fragezeichen. Bei einer solchen Evaluation, die sämtliche Gemeinden im Kanton Bern betrifft, dürfte man auch sämtliche Gemeinden befragen, oder wenigstens diejenigen, die in einer Regionalkonferenz sind. Aber nur ausgewählte Gemeinden und Institutionen zu befragen, das geht nicht. Auch das Vorgehen ergibt bei mir Fragezeichen. Ich habe verschiedenste Leute angefragt und erfahren, dass diese Umfragen jeweils 1,5 bis 2 Stunden am Telefon dauerten. Die Aufgaben müssen unabhängig vom Konstrukt durch die Gemeinden erfüllt werden, ob Regionalkonferenz, Planungsregion oder auch Verband oder Verein. Ich bitte Sie, diesen Mangel in Gesetz und Verordnung anzupassen und meinen Vorstoss anzunehmen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionsmeldungen. Ich bitte Sie, den Lärmpegel wieder etwas zu senken.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Der Motionär verlangt vom Regierungsrat, auf Gesetzesstufe dafür zu sorgen, dass Verwaltungskreiswechsel von Gemeinden vereinfacht werden. Er begründet das mit Zusammenarbeit bis hin zu einer Fusion. Es erstaunt mich ein wenig, dass der Gemeindedirektor aus der Regierung dies ablehnt, setzt er sich doch sonst für Gemeindefusionen ein. Als die Gemeinde Wahlern zusammen mit Albligen und dem benachbarten Überstorf im Kanton

Freiburg Fusionsabklärungen aufgenommen hat, haben wir selber erfahren können, dass bei Fusionsverhandlungen Kleinigkeiten entscheiden können. Kantonswechsel sind ja heute schon möglich, begründet der Motionär in seinem Text, und das war auch 2010 bereits der Fall. Für uns Gemeinderäte war damals klar beabsichtigt, Albligen mit dem freiburgischen Überstorf zu fusionieren, schon alleine deswegen, weil es geografisch viel einfacher gewesen wäre. Da aber ein Kantonswechsel sechs Jahre gedauert hätte, dauerte das vielen Albligern zu lange, denn sie fanden keine Verwaltungsleute und der Gemeinderat, der eigentlich mit fünf Personen hätte bestückt sein sollen, bestand schon lange nur noch aus vier Personen. Daher haben sie sich für eine Fusionsabklärung mit Wählern entschieden, und am Schluss fiel der Entscheid sehr knapp mit fünf Stimmen Unterschied aus. Also macht es durchaus Sinn, hier eine Vereinfachung einzuführen.

Zurzeit hätten nur zwei Gemeinden Wechselabsichten, sagt der Regierungsrat. Das lasse ich so nicht gelten. Auch in unserer Gemeinde ist man mit dem Verwaltungskreis oder mit der Regionalkonferenz Bern-Mittelland nicht immer glücklich. Nur ein kleines Beispiel: Unser FDP-Gemeinderat wurde für eine Kommission vorgeschlagen. Bis drei Tage vor der Wahl war er der einzige Kandidat. Dann hat die Gemeinde Kehrsatz auch einen Kandidaten gestellt, der von Bern und Köniz unterstützt wurde. Für uns war die Zeit zu knapp, um die kleinen Gemeinden noch zu bewegen, uns zu unterstützen. So wurde der Kehrsatz-Kandidat ganz klar gewählt.

Wenn wir in allen Gemeinden eine Abstimmung durchführen würden, bin ich mir nicht sicher, ob sie in ihren Verwaltungskreis zufrieden sind oder ob dann nur zwei zustimmen würden. Unsere Fraktion unterstützt diese Motion einstimmig. Ich hoffe, dass sie das auch tun, oder zumindest einem Postulat, damit man das prüfen kann. Immerhin sind diese Verwaltungskreise nun schon sechs Jahre in Kraft. Da macht es auch Sinn, dass man einmal eine Neubestimmung prüft. Das ist auch in anderen Dingen der Fall. Ich denke da auch gerade an die Ehe. Da verspricht man sich auch ein ewiges Zusammensein, und das dauert dann meist auch nicht bis hinten hinaus. (*Heiterkeit*) Ich danke Ihnen, wenn Sie dieses Anliegen unterstützen.

Le président. Es ist sehr unruhig. Bitte, meine Damen und Herren! – Wichtige Gespräche führen Sie bitte draussen, hier im Saal möchte ich gerne etwas mehr Ruhe haben.

Monika Gygax-Böniger, Obersteckholz (PBD). Man will die gesetzlichen Grundlagen schaffen, damit die Gemeinden den Verwaltungskreis wechseln können. Gerade völlig überraschend ist diese Forderung von Motionär Müller als Bowiler nicht. Schon verschiedentlich haben wir hören und spüren können, dass sich die Bowiler dem Verwaltungskreis Emmental zugehöriger fühlen als dem Verwaltungskreis Bern-Mittelland. Der Motionär begründet sein Begehren unter anderem damit, dass eine Fusion und andere Zusammenarbeitsformen behindert werden und das dies zu Situationen führen kann, die den Arbeitsalltag komplizierter und aufwendiger machen. Die Regierung lehnt dieses Begehren ab und weist darauf hin, dass sich die Förderung der Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden nicht zwingend innerhalb der Verwaltungskreise bewegen müsse. Das ist sicher richtig. Die Verwaltungskreise bilden wirklich keine Grenze für Fusionen und Zusammenarbeit. Es gibt Beispiele, die das beweisen. Die Regionalkonferenz ist aber, so vermuten wir seitens der BDP-Fraktion, auch ein Teil, den Motionär Müller dazu bewogen hat, hier aktiv zu werden. Wenn die Regierung allerdings sagt, dass ein Verwaltungskreiswechsel für eine Gemeinde nicht Hand in Hand mit dem Wechsel einer Regionalkonferenz geschieht, dann sind für diese Verfahren wirklich zwei unterschiedliche gesetzliche Grundlagen am besten geeignet. Wir von der BDP verstehen es aber trotzdem so, dass ein Zusammenhang mit dem Verwaltungskreiswechsel einer Gemeinde und der Regionalkonferenz besteht.

Die BDP verschliesst sich den Fragen und Bedenken von Motionär Müller nicht und hat ein gewisses Verständnis dafür, dass eine Gemeinde einen solchen Wechsel diskutiert und vielleicht auch anstrebt. Wir wissen es nun von Bowil. Ob es weitere Gemeinden gibt, wissen wir nicht konkret. Für eine Gemeinde alleine erscheint uns die Motionsforderung schwierig, und der Aufwand, die Kostenfolgen und die Auswirkungen erscheinen uns überladen. Wir möchten aber die Türen nicht zuschlagen und sind überzeugt, dass man diese Frage und Bedenken im Zusammenhang mit SARZ noch einmal prüfen könnte. Wir empfehlen daher, in ein Postulat zu wandeln. Ein Postulat könnte die BDP überweisen. Sie möchte damit erreichen, dass die Evaluation SARZ diese Fragen klären könnte und wir konkrete Antworten erhalten würden.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP ist ebenso wie die Regierung der Meinung, dass heute bereits genügend rechtliche Grundlagen bestehen, um einen Verwaltungskreiswechsel zu

ermöglichen. Natürlich ist es in der Praxis mit einem gewissen Aufwand und mit gewissen Hürden verbunden, wenn eine einzelne Gemeinde einen solchen Wechsel anstrebt und damit zum Ziel kommen will. Das ist gar keine Frage.

Aufgrund der Tatsache aber, dass nach heutigem Kenntnisstand nur ganz wenige Gemeinden einen solchen Wechsel anstreben, lässt sich der Aufwand der Anpassung und Änderung der bestehenden gesetzlichen Grundlagen und Abläufe nicht rechtfertigen. Zudem wäre es wenig zielführend, wenn wir die Kompetenz über den Entscheid zum Verwaltungskreiswechsel nun im Sinne einer Verschlankung und Verschnellerung des Verfahrens der Regierung übertragen würden, statt sie beim Grossen Rat zu belassen. Solche wichtigen, territorialen Entscheide gehören in den Grossen Rat. Und für Gemeinden, die einen solchen Wechsel vornehmen wollen, gilt es halt auch einfach, sich gut zu überlegen, ob ein solches Vorhaben überhaupt notwendig und sinnvoll ist, denn eine erfolgreiche interkommunale Zusammenarbeit ist auch über Verwaltungskreise hinaus möglich. Dazu braucht es in den meisten Fällen eben nicht zwingend einen territorialen Wechsel. Wir haben auch von der Evaluation SARZ gehört, und es macht sicher Sinn, einfach einmal abzuwarten, wie es in Zukunft mit den ganzen Regionalkonferenzen und den anderen Gebilden weitergehen soll. Die EVP-Fraktion lehnt daher diese Motion ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ein Vorredner hat die Frage der Verwaltungskreiseinteilung als Eheschliessung betitelt. Ja, natürlich liegt die Scheidungsrate bei den Ehen bei 50 Prozent. Daraus könnte man nun schliessen, dass 50 Prozent der Berner Gemeinden den Verwaltungskreis eigentlich wechseln wollen oder sollten. Wenn man etwas genauer hinschaut, ist Moritz wohl einer der Gemeindepräsidenten, der sich mit seiner Gemeinde in dieser Situation befindet und den Verwaltungskreis wechseln möchte. Ich habe ganz in der Nähe von Bowil gewohnt, nämlich in Zäziwil, und ich weiss natürlich, in welchem Verhältnis man dort zu Bern steht. Ich sehe es nun auch in Huttwil, wo wir an der Grenze zum Emmental liegen. Aber irgendwann muss man sich ja entscheiden, und irgendwann hat sich Bowil entschieden, und auch alle anderen Gemeinden haben nach mehrmaliger Konsultation entscheiden können. Die Gemeinden wurden nicht zu irgendetwas vergewaltigt, sondern konnten auswählen. Daran erinnere ich mich noch gut, und das ist auch in der Antwort des Regierungsrats dargelegt. Ich glaube, auch in Bowil hat die Gemeindeversammlung entschieden, in welchen Verwaltungskreis die Gemeinde gehen wollte.

Wir haben Verständnis, dass solche Wünsche vorhanden sind, und sie sollen auch diskutiert werden. Mit der zurzeit laufenden Evaluation SARZ haben wir ja dafür eine Möglichkeit. Der Motionär hat auch das erwähnt, und wir werden das in der SAK selbstverständlich diskutieren. Moritz, ich verspreche dir, dass wir auch das Thema der Gebietsaufteilung aufnehmen werden. Der Regierungsrat schreibt ja, dass diese Frage nicht im engeren Zusammenhang mit der SARZ-Evaluation sei. Hier bin ich persönlich anderer Meinung. Aber wie gesagt haben wir dann in der Kommission die Möglichkeit, zu diskutieren und allfällige Planungserklärungen aufzunehmen, auch wenn der Regierungsrat diese Frage nicht aufnimmt. Wir haben ja hier bereits eine Planungserklärung zu diesem Thema verabschiedet, und ich erinnere mich, dass in dieser umfassenden Planungserklärung zur Evaluation von SARZ die Frage der Gebietsänderungen und Wechsel des Verwaltungskreises auch mitgemeint ist. Für mich ist klar, dass man bei einem Wechsel des Verwaltungskreises auch die Regionalkonferenz wechseln muss und dass dies dann auch in allen Organisationen und Gebietseinteilungen einer Gemeinde durchgezogen wird. Man soll nicht sagen können, hier wolle man, und dort wolle man nicht. Man müsste dann ganz zum Emmental gehen, wie hier im Fall von Bowil. Ein Wechsel müsste konsequent sein.

Die Kompetenz wollen wir hier im Grossen Rat behalten. Ich würde es nicht verstehen, wenn der Regierungsrat plötzlich solche Gebietsänderungen von sich aus mittels Verordnung, einfach so, alle Jahre vornehmen könnte. Nein, das sollen beständige Strukturen bleiben, die man nicht die ganze Zeit ändern kann, wie manche vielleicht ihre Partnerinnen oder Partner, wenn man das Bild von Res aufgreift. Die vorliegenden Beziehungen sollen etwas Beständigkeit haben und daher nicht durch den Regierungsrat legiferiert werden, sondern in der Kompetenz des Grossen Rats bleiben. Deshalb ist natürlich auch die Forderung der Vereinfachung hier schwieriger zu erfüllen. Meine Fraktion lehnt diesen Vorstoss ab. Allenfalls könnten wir ein Postulat unterstützen und das im Rahmen der Evaluation SARZ prüfen. Dementsprechend bitte ich Sie, diesem Anliegen nicht zu folgen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Der Regierungsrat hat unseres Erachtens in seiner Antwort überzeugend dargelegt, dass dem Wunsch einer Gemeinde nach einem Verwaltungskreiswechsel

nicht ohne Not soll entsprochen werden können. Nicht ohne Not, das heisst, nicht aufgrund einer momentanen Verärgerung oder einer Verstimmung, wie beispielsweise wegen einer Nicht-Wahl in eine Behörde der Regionalkonferenz, wie der SVP-Sprecher Andreas Burren angedeutet hat.

Not ist bei diesem Thema eigentlich nicht in Sicht, wenn man das Wort «Not» ernstnimmt. Ich bringe ein Beispiel: In einer Konsultativabstimmung an der Gemeindeversammlung von Linden im Juni 2015 haben sich bei 1 Gegenstimme 39 Lindner für einen Wechsel der Region und des Verwaltungskreises ausgesprochen. Das sind nicht einmal 4 Prozent der Stimmberechtigten. Von Not kann da keine Rede sein. Aber in dieser Gemeinde ist sicher ein Wunsch nach einem Wechsel vorhanden. Der Wunsch ist legitim, und um diesem Rechnung zu tragen, braucht es eben eine Änderung von Anhang 2 des Organisationsgesetzes, wie wir der Regierungsantwort entnehmen können.

Dort können wir auch lesen, dass es ein Verfahren gibt, um solche Änderungen in die Wege zu leiten. Die Gemeinden können beim Regierungsrat ein Gesuch stellen. Wenn es nur um den Wechsel der Regionalkonferenz ginge, dann würde eine Verordnungsänderung genügen. Um die Zusammenarbeit mit einer Nachbargemeinde in einem anstossenden Verwaltungskreis oder gar in einer anderen Verwaltungsregion zu erleichtern, ist ein Wechsel gar nicht notwendig. Dafür bräuchte es keine Gesetzesänderung. Gemeindeübergreifende Zusammenarbeit kann man einfach pflegen, und das tut man ja bereits. Ein heisser Tipp vielleicht noch: Durch eine Gemeindefusion über die Verwaltungsgrenzen hinweg, könnte eine mühsame, aufwendige Gesetzesänderung durch den Grossen Rat vermieden werden. Ich sage das an die Adresse der Parteien hier im Grossen Rat, die für vermehrte Gemeindefusionen sind. Artikel 39a Absatz 5 des Organisationsgesetzes lautet nämlich, der Regierungsrat könne im Anhang dieses Organisationsgesetzes die notwendigen Änderungen aufgrund eines Zusammenschlusses von Gemeinden selber vornehmen.

Wir Grünen lehnen diese Motion grossmehrheitlich ab. Das tun wir nicht zuletzt deshalb, weil es hier auch um ein punktuell Vorgehen geht. Wir sind auf die Evaluation von SARZ gespannt. Wir finden, dort könnten auch diese Fragen genauer geprüft werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Lieber Moritz, das ist etwas schwierig. Wir haben diese Diskussion schon mehrmals geführt, und ob es nun wirklich nur um den Verwaltungskreis oder auch noch um die Regionalkonferenz geht, ist eigentlich egal. Wichtig ist, was in der Regierungsantwort steht, nämlich dass dies heute bereits möglich ist, und es erscheint mir eher seltsam, dass du die Kompetenz des Grossen Rats an ein Gremium abgeben willst, das deinen Vorstoss ablehnt. Ich hätte die Motion aufgrund der Regierungsantwort sofort zurückgezogen, das Anliegen fallengelassen und hätte in meiner Gemeinde geschaut, ob das nicht möglich ist. So ist ja auch Linden vorgegangen, und da komme ich auch gleich zu meiner grossen Kritik an Regierung und Verwaltung. Wenn dort steht, dass ein Wechsel in den Verwaltungskreis Thun ein Rückschritt sei, dann muss ich einfach sagen, das ist völlig falsch. Ein Wechsel in den Verwaltungskreis Thun ist in jedem Fall ein Aufstieg. Aber lassen wir das einmal beiseite.

Man hat darüber gesprochen, ob man den Vorstoss allenfalls als Postulat überweisen will. Die gpl lehnt auch das Postulat ab und zwar aus einem ganz einfachen Grund: Die Antwort kann nicht viel anders lauten, als das, was bereits aufgezeigt wurde. Es steht darin nicht, wie man das umsetzen kann, und diese Umsetzung kann eben nur so vor sich gehen, dass es zukünftig die Regierung machen kann. Das kann nicht das sein, was Sie wirklich wollen. Wer auch immer wechseln will, in welchen Kreis und in welches Gremium, soll das vorbereiten und hier im Grossen Rat den Antrag stellen. Dann diskutieren wir darüber und heissen ihn gut oder lehnen ihn ab.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Wir müssen uns wohl darauf zurückbesinnen, was Moritz Müller in seiner Motion verlangt. Er sagt nämlich, er wolle den Regierungsrat beauftragen, auf Gesetzes- und/oder Verordnungsstufe Grundlagen zu schaffen, damit die Gemeinden den Verwaltungskreis wechseln können. Das, und nur das, ist das Thema dieses Vorstosses. Wenn man die Antwort des Regierungsrats liest, hält er mit Recht fest, dass ein solcher Wechsel des Verwaltungskreises bereits heute grundsätzlich ohne weiteres möglich ist und dass die gesetzlichen Grundlagen vorhanden sind, indem die Zugehörigkeit der Gemeinden zu den Verwaltungskreisen in Anhang 2 des Organisationsgesetzes geregelt ist.

Diesen Anhang 2 des Organisationsgesetzes kann man wie jedes andere Gesetz in dem Verfahren ändern, das dazu bestimmt ist. Mit anderen Worten hätte man also eigentlich auch seitens der Regierung diesen Vorstoss entgegennehmen und anschliessend als erledigt abschreiben können. Aber man hat sich nun für die andere Variante entschieden, die sicher vertretbar ist. Wenn man den

Motionstext betrachtet, sieht die FDP keinen Handlungsbedarf. Deshalb werden wir diese Motion ablehnen. Pro futura kann man sich allenfalls grundsätzlich überlegen, ob man bei einer zukünftigen Änderung des Organisationsgesetzes eine Delegationsform einfügen könnte, damit Änderungen von Anhang 2 künftig durch einfachen Beschluss des Grossen Rats möglich würden. Aber das ist hier nicht das Thema, sondern wäre eine Option für die Zukunft, die zwar die Zuständigkeit des Parlaments aufrechterhält, aber das Verfahren vereinfachen könnte.

Le président. Es gibt keine Einzelsprechenden. Herr Regierungsrat Neuhaus hat das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Auch hier wurde wieder sehr gut diskutiert. Es wurde gesagt, dass die Verwaltungskreise im Organisationsgesetz geregelt sind und dass man bei den Regionalkonferenzen mit einer Verordnung etwas anpassen könnte. Dem Regierungsrat erscheint wichtig, dass man beide Strukturen am gleichen Ort regelt und sie nicht aufsplittet, denn solche Festlegungen sollen eine gewisse Beständigkeit haben. Man kann die Grundlagen ändern, doch es fragt sich, auf welcher Stufe. Man kann diese Kompetenz des Grossen Rats auch an den Regierungsrat delegieren.

Moritz, es sieht also relativ schwierig aus. Du hättest noch bis 2026 Zeit, denn du kannst ja nicht zurücktreten, bevor du nicht den Verwaltungskreis gewechselt hast. Im Internet steht, dass du 2010 in den Grossen Rat eingetreten bist, aber ich glaube, das geschah bereits 2006. Da hat man dich «jünger» gemacht als du bist. – Wir werden sicher dran bleiben.

Wichtig ist dem Regierungsrat einfach eine Beständigkeit. Man soll nicht je nach Gemeinderat hin und her schwenken, denn das ist schlimmer, als irgendwo am Rand zu sein; ob das nun auf der linken oder rechten Seite ist, ob unten oder oben. Die Zusammenarbeit an und für sich funktioniert eben auch über die Verwaltungskreise hinaus. Ein gutes Beispiel ist die Fusion der Feuerwehr Bowil-Langnau. Es dürfte schwierig sein, mit der Nachbargemeinde zu fusionieren, wenn es mit der Feuerwehr nicht geklappt hat, Moritz. Aber nun werde ich schon persönlich, und das möchte ich nicht. Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen, diesen Vorstoss im Sinne der Beständigkeit zum jetzigen Zeitpunkt abzulehnen. Ich gehe davon aus, dass wir hier nicht das letzte Mal darüber diskutieren. Danke für Ihre Ablehnung.

Le président. Der Motionär wünscht das Wort noch einmal.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Vielen Dank für die Diskussion. Ich muss schon noch Stellung zu einzelnen Voten nehmen, vor allem auch bezüglich der Zusammenarbeit. Eines kann ich Ihnen garantieren: Unsere überregionale Zusammenarbeit funktioniert sehr gut. Das ist auch nicht der Grund für meinen Vorstoss. Ich kann Ihnen schon erzählen, weshalb wir in der Gemeinde auf diese Idee gekommen sind. Herr Regierungsrat Neuhaus hat es angetönt: Wir haben unsere Feuerwehr mit Langnau fusioniert. Das ist eine sehr gute Sache: fünf Gemeinden zusammen, vier davon aus dem Emmental plus unsere. Das funktioniert, ob man nun in der Regionalkonferenz und im Verwaltungskreis Emmental ist oder nicht. Aber im letzten Jahr hatten wir ein Ereignis, bei dem die überregionale Feuerwehr ausgelöst werden musste, einen Katastropheneinsatz. Katastropheneinsätze löst der jeweilige Regierungsstatthalter bei der Feuerwehr aus. Sachlich wäre das Emmental dafür zuständig gewesen. Aber Emmental kann ja nicht im Gebiet von Bern-Mittelland einen Katastropheneinsatz auslösen. Also ist in diesem Fall unser Regierungsstatthalter zuständig für die Feuerwehr Emmental. Das gab sehr grosse Verwirrung, zumal – nur ein kleiner Nebensatz – das Regierungsstatthalteramt Bern-Mittelland Bürozeiten hat. Für Katastropheneinsätze ist ab 17.00 Uhr Feierabend. Dann hat Markus Grossenbacher aus dem Emmental tipptopp entschieden und das Problem in ein fremdes Gebiet hinein gelöst. Damals hatten wir schon etwas Nachholbedarf an Gesprächen, und ich möchte gerne solchen Situationen aus dem Weg gehen. Daraufhin haben wir das angestossen.

Ich gebe auch zu, dass wir die Bevölkerung befragt haben. Wir haben es ihr dargelegt und führten Vernehmlassungen sowie Informationsabende durch. Wir haben das offiziell wie eine Abstimmung abgewickelt und sämtlichen stimmberechtigten Bürgerinnen und Bürger von Bowil schriftlich die Frage mitgeteilt, ob der Gemeinderat einen Wechsel weiterverfolgen soll. 48 Prozent der Bürgerinnen und Bürger haben Rückmeldungen gemacht, teilweise umfangreich. – Sie können selber nachsehen, welche Stimmbeteiligung Bowil normalerweise hat. – Dort wo sie ja oder nein angeben mussten, haben sie angekreuzt. Knapp 83 Prozent der Eingänge besagen, dass der

Gemeinderat einen Wechsel weiterverfolgen soll. Das ist also nicht irgendein Schnellschuss unseres Gemeinderats, der bei einem Wechsel allenfalls wieder kommt. Vielmehr ist das im Archiv offiziell hinterlegt. Deshalb kann ich auch vorgreifen. Der Gemeinderat hat ein Gesuch eingegeben. – Nun blinkt das Lämpchen, und ich muss aufhören. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss – in Gottes Namen – als Postulat zu überweisen. Dieses Thema ist mir zu wichtig, um es fallenzulassen. Auf die einzelnen Voten kann ich nicht mehr eingehen, weil meine Redezeit abgelaufen ist.

Le président. Danke. Sie haben gehört, dass der Motionär in ein Postulat gewandelt hat. Wir kommen zur Abstimmung. Damit kein Durcheinander geschieht, sage ich Ihnen, wie wir nun abstimmen. Zuerst beenden wir Traktandum 42 und nachher das Traktandum 41. Sind Sie mit diesem Vorgehen einverstanden? – Das ist der Fall. Zuerst befinden wir also über Traktandum 42 von Grossrat Müller als Postulat: Wer den Vorstoss Müller als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1190 : adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	90
Non	41
Abstentions	9

Le président. Sie haben das Postulat angenommen.

Suite de la délibération du point 41 du programme, affaire 2015.RRGR.1191 motion 313-2015 CIAT (Kropf, Berne) – Meilleure protection contre les actions dilatoires

Le président. In Traktandum 41, Geschäft 2015.RRGR.1191, halten die Motionäre an der Motion fest. Wir stimmen nun über diese Motion ab. Alle konnten sich bereits dazu äussern. Es ändert sich nichts, die Motion wird aufrechterhalten. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Motion von Traktandum 41, «Besserer Schutz vor trölerischen Eingaben», annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (affaire 2015.RRGR.1191)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	79
Non	58
Abstentions	4

Le président. Sie haben die Motion angenommen.